



LES DÉÇUS DE LA DIPLOMATIE

PAR JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN*

Face à l'armée et aux colons, deux mouvements islamistes, Hamas et Jihad, réclament la libération de toute la Palestine et récupèrent depuis quelques mois les déçus de la ligne diplomatique de l'OLP.

Apparus à la fin des années 70 en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, les islamistes se sont surtout fait connaître par leurs entreprises de réislamisation autoritaire de la société à partir de leurs bastions universitaires et de leur réseau associatif en pleine expansion (dispensaires, clubs de sport, jardins d'enfants, etc.). Malgré un discours radical sur l'ilégitimité de l'Etat d'Israël et l'islamité permanente de la terre de Palestine, cette mouvance, qui se réclame de la tradition égyptienne du mouvement des Frères musulmans, a ajourné la lutte contre l'occupant pour se consacrer à ses activités religieuses et sociales jugées prioritaires ; pendant une dizaine d'années, les seules incursions des Frères dans l'arène politique ont consisté en de violentes bastonnades des « ennemis de Dieu de l'intérieur », les communistes et leurs alliés, avec l'encouragement d'Israël et de certains milieux palestiniens.

Dès le début des années 80, un petit groupe de Frères conteste l'ordre des priorités adopté par leur mouvement et fait du Jihad (guerre sainte) pour la libération de la Palestine un devoir religieux individuel, immédiat et prioritaire ; le vaste échange de prisonniers opéré entre Israël et le FPLP-CG d'Ahmad Jibril en mai 1985 apporte au groupe, constitué plutôt de « cols blancs », les éléments militaires qui lui manquaient. La scission avec les Frères musulmans est consommée lorsque le *Mouvement du Jihad islamique* monte à partir de l'automne 1985, en collaboration avec le Fatah, des opérations de guérilla contre des objectifs israéliens, militaires pour la plupart, opérations dont le rythme s'accélère à partir du début 1987.

Israël perçoit alors le danger de cette union renouvelée entre islam et lutte armée ciblée ; les arrestations massives et les embuscades de l'armée ne font, cependant, qu'accroître le prestige de ce mouvement islamiste renoué et le transformement ainsi en l'un des principaux artisans du réchauffement du front anti-israélien de l'intérieur qui conduit à la fin 1987 au soulèvement généralisé de la société palestinienne contre l'occupation.

Dès le début de l'Intifada, la participation d'islamistes, proches du Jihad, mais aussi

des « Frères », dans les heurts avec l'armée israélienne, ne fait aucun doute ; seule la participation des Frères musulmans en tant que structure organisationnelle semble exclue. Dès la première semaine du soulèvement et régulièrement par la suite, un Mouvement de la résistance islamique publie des communiqués appelant à l'intensification de l'Intifada. Sans doute constitué alors de proches du Jihad (lequel, sous les coups de la répression israélienne sera désorganisé pendant plusieurs mois) et, de contestataires des Frères musulmans.

Il adopte alors pour acronyme le mot *hamas* (qui signifie « enthousiasme ») et oriente graduellement le contenu de ses communiqués, jusque-là strictement idéologique et général, vers une structuration de la résistance à l'occupant à travers des consignes pratiques et précises, dans un style comparable à celui des communiqués de la Direction nationale unifiée (CNU) créée début janvier 1988 par les partisans des organisations qui forment l'OLP.

Tandis que le soulèvement s'installe dans la durée, la participation islamiste ne faiblit pas. Durant l'été 1988, Hamas décide d'arracher la reconnaissance de son rôle dans la mobilisation politique dans les Territoires : à deux reprises, il prend de vitesse le CNU et lance des mots d'ordre de grèves générales. Le bras de fer engagé entre les deux mouvements sur le contrôle de la population et des



Fort de sa nouvelle légitimité acquise dans la lutte, la mouvance islamique renforce son emprise, profitant du rôle joué dans le soulèvement par la population de Gaza et du nord de la Cisjordanie

Un jeune Palestinien du groupe *Hamas* dans une rue de Bethléem après un accrochage avec l'armée israélienne. Résistance à l'occupant à travers des consignes pratiques et précises.

soulèvements débouchant même sur le terrain en affrontements parfois violents entre les partisans des deux mouvements, sans que le CNU réussisse à enfermer Hamas dans la vieille image du « Frère » briseur de l'unité nationale.

Le nouveau rapport de force et la conscience de la nécessité du maintien de l'unité face à Israël contraignent alors l'OLP à engager des négociations, lesquelles débouchent en septembre 1988 sur un accord. Hamas, dont la légitimité dans la vie politique palestinienne ne fait plus de doute, obtient alors la reconnaissance quasi officielle de son rôle dans le soulèvement et de son droit à lancer des mots d'ordre indépendants de mobilisation. Le compromis intervenu reconnaît au CNU, la priorité dans la publication du calendrier de mobilisation, qui à son tour laisse à Hamas la possibilité de fixer ses propres jours de grève générale, laquelle est désormais observée par l'ensemble de la population, Hamas respectant de son côté les mots d'ordre du CNU.

L'entrée des islamistes dans la résistance active est reconnue de l'occupant lui-même, qui après avoir espéré entretenir la désunion dans les rangs palestiniens en continuant à fermer les yeux sur les activités de Hamas, lance de vastes coups de filets parmi ses militants à partir du printemps 1989.

Depuis l'été 1988, la scène politique palestinienne de l'intérieur vit donc une bi-polarisation « officialisée » entre des partisans de l'OLP qui appellent à la création d'un Etat palestinien indépendant aux côtés d'Israël et des islamistes qui réclament la libération de toute la Palestine, les militants des deux bords se retrouvant dans une commune confrontation avec l'armée et les colons.

PRAGMATISME ET RADICALISME

Fort de sa nouvelle légitimité acquise dans la lutte, la mouvance islamiste renforce son emprise, profitant du rôle joué dans le soulèvement par la population de la Bande de Gaza et du nord de la Cisjordanie, ses fiefs traditionnels. Par un jeu très subtil de pragmatisme et de radicalisme, en actes comme en paroles, elle a su, depuis quelques mois, récupérer la majorité des déçus de la ligne diplomatique adoptée par l'OLP. Les quelques opérations de guérilla menées récemment par les militants du Hamas ou du Jihad renaissant, notamment dans la Bande de Gaza, contre des cibles militaires israéliennes rompent ponctuellement avec la ligne officielle de l'OLP de ne pas utiliser la lutte armée dans le soulèvement sans la remettre fondamentalement en cause.

Tout en évitant une répression massive et immédiate israélienne et l'affrontement généralisé avec l'OLP, ces opérations ponctuelles permettent aux islamistes d'offrir à une population écrasée par la répression, assoiffée de compensations symboliques et impatiente d'en finir avec l'occupation, une image différente et une alternative à la politique des dirigeants de l'OLP, adoptée en 1987.

Jean-François LEGRAIN

● Chercheur au Cedej, Le Caire, Jean-François Legrain a publié Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement, in *Maghreb-Machrek*, n° 121, juillet 1988.